

Sous la direction de
FRÉDÉRIC CHARILLON & CÉLIA BELIN

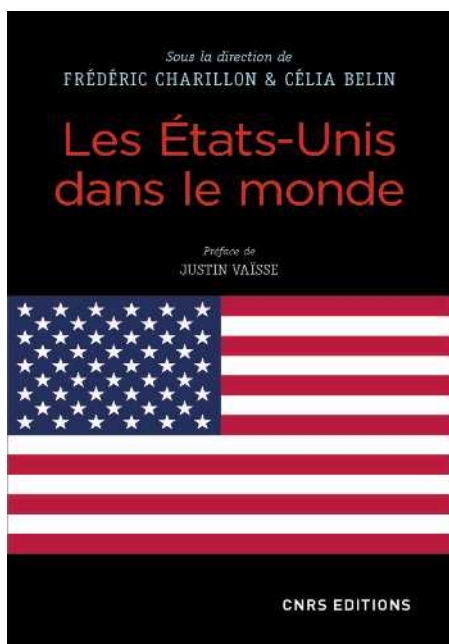
Les États-Unis dans le monde

Préface de
JUSTIN VAÏSSE



CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



En dépit des nombreux tournants stratégiques qui ont marqué les relations internationales depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis demeurent la puissance de référence, sans laquelle l'ordre mondial ne saurait être envisagé.

Après les guerres néoconservatrices des années 2000 (Afghanistan, Irak), les inflexions opérées par Barack Obama ont eu pour objectif aussi bien de sortir l'Amérique de plusieurs enlisements militaires que de restaurer son image dans le monde. Dans le même

temps, la contrainte budgétaire, la montée en puissance de l'Asie, les défis chinois, russes ou issus d'autres puissances encore ont dû être pris en compte.

L'une des questions essentielles qui se pose désormais pour l'avenir du système international est de savoir si les orientations politiques des années Obama survivront à leur initiateur. L'Amérique a-t-elle définitivement changé, à la fois dans la sociologie de son débat interne, et dans son approche du monde ? Ou allons-nous assister à la fin, qui pourrait être brutale, d'une parenthèse Obama ?

Cet ouvrage revient sur les facteurs tant internes qu'externes qui déterminent les rapports de l'Amérique au reste du monde, et propose une réflexion stimulante sur les changements et continuités de la politique étrangère américaine.

Célia Belin est docteur en science politique de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2), chargée de mission États-Unis/relations transatlantiques au Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères.

Frédéric Charillon est professeur des Universités en science politique à l'Université d'Auvergne. Il enseigne également à Sciences Po, l'ENA, Paris 2, ainsi que dans plusieurs universités étrangères.

Les États-Unis dans le monde

sous la direction de
FRÉDÉRIC CHARILLON et CÉLIA BELIN

Les États-Unis dans le monde

Préface de Justin Vaïsse

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Étudier la place et le rôle d'un État dans le monde, analyser son inscription dans la société mondiale en revenant sur les paramètres externes et les déterminants internes de son action extérieure : tel est l'objectif de cette série d'ouvrages sous-titrée « dans le monde ». Sont mobilisés à cette fin des chercheurs et experts français et internationaux, des signatures confirmées mais aussi de jeunes talents, afin de reconstituer une approche comparative de l'action internationale et en particulier de la politique étrangère, dans ses dimensions multiples.

Cette série est dirigée par Frédéric Charillon, professeur des universités en science politique.

Sommaire

Préface de <i>Justin Vaïsse</i>	9
Introduction de <i>Frédéric Charillon et Célia Belin</i>	15

LES FACTEURS DOMESTIQUES

L'inextricable polarisation de la société américaine, <i>Frédéric Gagnon et Christophe Cloutier-Roy</i>	37
L'avenir de la politique aux États-Unis. Institutions, acteurs et débats, <i>Vincent Michelot</i>	63
Un colosse chez les géants. Splendeur et déclin de la stratégie économique américaine, <i>Julien Bueb et Marion Geffrault</i>	83

LES FACTEURS INTERNATIONAUX

Les États-Unis dans un monde d'altérité, <i>Amy Greene</i>	105
Le retour des <i>peer competitors</i> ?, <i>Stéphanie Pézard</i>	139
Une puissance mondiale face à ses alliés, <i>Simond de Galbert</i>	175

STRATÉGIE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

La politique étrangère américaine dans un monde « post-américain », <i>Charles-Philippe David et Alexis Rapin</i>	203
Obama et la défense. Entre colombe et faucon, <i>Victor A. Béliveau</i>	231
Quel <i>soft power</i> pour les États-Unis ? La diplomatie publique de l'Administration Obama entre engagement et retrait, <i>Maud Quessard</i>	257

Préface

Il existe au moins trois raisons pour lesquelles on peut être reconnaissant à Célia Belin et Frédéric Charillon d'avoir entrepris de rassembler, dans le présent ouvrage, tant d'excellentes contributions sur la politique étrangère des États-Unis à l'issue de huit années de présidence Obama.

La première va de soi : comprendre l'Amérique, son action extérieure, son rapport au monde et les déterminants de son action reste fondamental pour quiconque s'intéresse aux relations internationales. Pour toutes les spéculations sur « le monde post-américain », Washington reste la capitale qui compte le plus au monde. Certes, la Chine monte en puissance, et commence à devenir un acteur stratégique en Afrique notamment. Certes, la Russie se projette plus qu'avant au Moyen-Orient. Certes, le système international évolue vers toujours plus de multipolarité, tandis que les acteurs non étatiques gagnent en puissance. Mais le seul vrai facteur commun aux différentes régions stratégiques du monde, le seul vrai lien entre elles, c'est le rôle qu'y joue l'Amérique. Cette vérité est d'ailleurs démontrée de façon négative lorsque la perception de l'affaiblissement ou de l'abstention stratégique de l'Amérique, et donc d'un vide de pouvoir, conduit d'autres acteurs à s'affirmer, créant des turbulences dans tout le système international : c'est ce qu'on a vu jouer au Moyen-Orient, en mer de Chine ou en Ukraine notamment. Bref, nous vivons encore dans un

monde américain, même si ce n'est plus le même qu'avant – raison de plus pour tenter de comprendre l'Amérique, y compris dans sa dimension intérieure qui est déterminante comme le rappellent les auteurs à juste titre.

Le second motif de gratitude que les lecteurs (francophones) peuvent avoir, c'est de trouver ici, sur cette question de l'action extérieure de l'Amérique, une série d'analyses de haut de gamme – en français. Cela reste un motif d'étonnement permanent de constater que la France produit tant de spécialistes réputés de l'Asie du Sud et du Moyen-Orient, par exemple, et si peu d'américanistes – quelle que soit la discipline considérée – comme si les États-Unis allaient de soi, comme s'ils n'étaient pas, derrière le voile trompeur de la proximité médiatique, différents, difficiles à déchiffrer : en un mot, exotiques. Le présent ouvrage rappelle que dans ce désert, il existe pourtant des connaissances mobilisables, des spécialistes, notamment des jeunes qui font de la recherche primaire (même si leur bibliographie reste essentiellement américaine), des observateurs de haut vol, y compris au Quai d'Orsay. Il rappelle aussi que la France n'est pas seule, et qu'elle peut compter sur ses cousins d'outre-Atlantique, sur l'Amérique francophone. Pas moins de cinq auteurs sur quatorze sont québécois, et cette présence est largement le fruit des efforts de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM, qui se sont notamment incarnés dans les travaux de Charles-Philippe David sur les États-Unis. Mais s'il existe malgré tout une recherche francophone, y a-t-il pour autant un point de vue francophone sur la politique étrangère américaine, ou au minimum un recul, un décalage par rapport à la bibliographie anglo-saxonne ? Je laisse au lecteur le soin de juger.

Le troisième apport du présent ouvrage, sur lequel il est nécessaire de s'arrêter plus longuement, c'est d'offrir un point d'appui solide à une réflexion sur le renouveau et la continuité dans la politique étrangère américaine. La question de fond qu'il soulève en effet, lorsque l'on considère les chapitres qui le composent, est la suivante. Qu'est-ce qui, dans l'action extérieure de Barack Obama, est fondateur de tendances lourdes qui continueront à définir le profil de l'Amérique pour les

décennies à venir ? Qu'est-ce qui, au contraire, tient aux singularités de ce Président, au contexte intérieur américain, et à la configuration particulière du système international qui prévaut à ce moment de l'histoire, mais qui s'effacera peu à peu en faveur d'un retour à des régularités historiques ? La question, évidemment, dessine en creux deux futurs possibles de la politique étrangère des États-Unis et donc de l'évolution du système international dans son ensemble.

En faveur de la première thèse, celle de la réorientation durable, on insistera naturellement sur l'évolution de fond du système international en tant qu'il dicte une nouvelle conduite à l'Amérique, quel que soit son Président. Lorsqu'il est arrivé à la Maison-Blanche le 20 janvier 2009, Obama était porteur d'une vérité que son parcours personnel le prédisposait d'ailleurs à percevoir : la reconnaissance que la prépondérance américaine avait vécu et que le monde, à défaut d'être post-américain, était désormais bien plus ouvert, bien plus divers, bien plus partagé – un monde du G20 plutôt que du G7 en somme. Bien sûr l'Amérique y possédait encore des atouts décisifs (Obama n'a jamais été décliniste), mais ni elle, ni l'Occident n'étaient plus désormais en position hégémonique. La conclusion logique – sans doute poussée un peu trop loin au cours de la première année – était de faire des États-Unis un simple *primus inter pares*, un acteur-facilitateur, indispensable sans être impérial.

Même si cette attitude a été quelque peu corrigée ensuite en faveur d'une affirmation plus grande de la puissance américaine, Obama a tenu bon sur une ligne de modération, presque de modestie internationale. Il ne s'agissait pas seulement de renverser l'*hubris* du George W. Bush des années 2002-2003, mais bien de réorienter fondamentalement la politique étrangère américaine pour l'adapter au monde nouveau, celui des puissances émergentes, celui où l'Occident est en minorité – d'où notamment la volonté de se déprendre du Moyen-Orient, de pivoter vers l'Asie, de faire cesser les grands déploiements militaires en faveur d'une réhabilitation de la diplomatie, etc. Or, même si un Président plus soucieux d'affirmer l'exceptionnalisme américain

lui succède, il est probable qu'il ou elle fera siennes nombre des orientations d'Obama parce qu'elles répondent au nouveau contexte international dans lequel l'Amérique doit évoluer. En d'autres termes, selon cette première thèse, la politique étrangère américaine ne serait plus jamais la même après Obama : elle restera moins militarisée, moins impliquée au Moyen-Orient, plus attentive envers l'Asie, et plus exigeante des alliés.

Mais qu'il soit permis à l'historien de développer un peu plus longuement la deuxième thèse et d'identifier, au travers de cet ouvrage, les continuités qui marquent la politique étrangère d'Obama, pour peu qu'on les replace dans le temps long plutôt qu'en regard de la seule politique étrangère de ses deux prédécesseurs. Bien sûr, le contexte international s'est transformé de façon durable, mais il faut aussi mesurer la singularité du « moment Obama » : un net affaiblissement de l'Amérique consécutif aux guerres désastreuses de George W. Bush et à la profonde crise financière de 2008. Or cet affaiblissement américain relatif – et même s'il est sans doute tendanciel, puisque les puissances émergentes continueront à s'affirmer par-delà leurs difficultés actuelles – doit lui-même être relativisé. Comme l'indiquent très bien les auteurs du présent ouvrage, l'Amérique conserve d'impressionnants réservoirs de puissance, qu'ils soient traditionnels, comme la capacité d'innovation, les universités et le *soft power*, ou bien plus nouveaux, comme la domination dans le monde numérique. On n'insistera d'ailleurs jamais assez sur les atouts qu'apporte la prépondérance américaine dans le domaine d'Internet et de la cybersécurité : atout économique formidable avec la domination – particulièrement en Europe – des grandes plateformes américaines, atout politique et idéologique avec l'ascendant sur les normes du numérique (à l'ICANN par exemple), atout de sécurité enfin, avec un appareil d'espionnage décuplé dans ses capacités, même si l'on prend en compte les petits revers de l'affaire Snowden ou encore l'espionnage chinois.

Vue sous cet angle, la présidence Obama apparaît alors moins comme un tournant que comme un moment, un moment du cycle qui marque le rapport de l'Amérique au monde depuis

les Pères fondateurs et qui, à des phases d'introversion et de repli, voit se succéder des phases d'extraversion et de projection de l'Amérique sur le monde, fidèles reflets du balancement entre un exceptionnalisme de préservation et un exceptionnalisme de mission. Que l'on considère simplement le vingtième siècle et les montagnes russes de l'engagement des États-Unis dans le monde, avec l'alternance de moments interventionnistes (Première Guerre mondiale, Deuxième Guerre mondiale, années 1960, années 1980, années 2000) et de moments d'isolationnisme ou de plus grande retenue stratégique (années 1920-1930, années 1950, années 1970, années 1990 malgré les interventions de Bill Clinton). Replacée dans ce contexte cyclique, la politique étrangère d'Obama fait penser à celle de Dwight Eisenhower ou plus encore celle de Richard Nixon : fin des interventions militaires (non sans difficultés) et désir de ne pas en lancer de nouvelles, baisse du budget de la défense, tentative d'inciter les alliés à en faire davantage, modération dans la rhétorique démocratique, insistance sur la diplomatie y compris avec les ennemis désignés, etc.

Tout n'est donc pas nouveau dans la politique étrangère d'Obama, et il est peu probable que ses orientations soient maintenues pour longtemps, même dans le nouveau système international qui force l'Amérique à une certaine adaptation. Paradoxalement, si l'on considère les deux candidats à l'élection présidentielle de 2016, c'est le républicain qui pourrait accentuer le mouvement de balancier inauguré par Obama. Donald Trump, après tout, est une version moderne de l'isolationnisme des années 1930, jusque dans le slogan « America First » qu'il a choisi de reprendre et qui reflète la primauté des intérêts américains conçus de façon étroite et comptable, une prise de distance par rapport aux responsabilités mondiales de l'Amérique et à ses alliés, et un rapport décomplexé aux adversaires des États-Unis. Hillary Clinton, au contraire, incarnerait sans doute un certain retour du balancier vers une conception plus affirmée du leadership américain et de la nécessité de consolider l'ordre international libéral construit depuis 1945, y compris par la force si nécessaire.

S'il revient aux électeurs américains de trancher entre ces deux options, il revient aux lecteurs de cet ouvrage de se faire une opinion sur les déterminants profonds de la politique étrangère – et donc de son avenir. Avec le présent ouvrage, ils disposent d'un formidable outil de déchiffrement de l'action extérieure de l'Amérique, et donc de l'avenir du système international.

Justin Vaisse
Directeur du Centre d'Analyse,
de Prévision et de Stratégie du Quai d'Orsay

INTRODUCTION

Frédéric Charillon, Célia Belin

Questions sur le rapport au monde

Le rapport au monde d'un pays est-il d'abord le résultat d'un processus domestique qui verrait le jeu des acteurs internes imposer, rationnellement ou avec des dysfonctionnements, sa loi sur l'action extérieure ? Est-il plutôt le fruit d'une gestion contrainte du système international qui imposerait son carcan et ses règles, comme autant de plaques tectoniques dont on subirait les secousses au fil de l'actualité ? Est-il – formule de consensus – l'interaction entre ces deux dynamiques, l'une interne et l'autre externe, c'est-à-dire une rencontre entre des volontés politiques nationales et un contexte international donné¹, comme dans une adaptation politique permanente² ?

Ces interrogations sont elles-mêmes lourdes de sous-questions. En premier lieu, sur ce que l'on appelle le « rapport au monde » dans une époque de globalisation et d'interdépendance³. Celui-ci ne peut se résumer aux politiques publiques d'État censées gérer la relation ou l'action extérieure, à commencer par la politique

1. GOERTZ, G. (2010), *Contexts of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.

2. ROSENAU, J. N. (1980), *Study of Political Adaptation*, New York, Francis Pinter.

3. KEOHANE, R. O., NYE, J.S. (2011), *Power and Interdependence*, New York, Longman (4^e édition).

étrangère et la défense, accompagnées en réalité de presque toutes les autres (commerce, économie, santé, environnement...).

À l'heure d'Internet, des médias globaux, des vols à bas prix ou des enrôlements politiques en ligne, le rapport au monde engage des sociétés entières, dans lesquelles chaque individu établit ses priorités, ses préférences, ses actions à l'international, soit isolément (mais avec la possibilité de s'agréger à d'autres qui auront fait les mêmes choix), soit collectivement, dans une mobilisation de groupe assumée comme telle.

Le rapport au monde inclut aussi bien un discours présidentiel qui qualifiera certains États tiers d'« Axe du Mal⁴ », que des sondages d'opinion s'efforçant de mesurer la façon dont une population nationale donnée perçoit d'autres États, d'autres sociétés étrangères ou des dynamiques globales ; ou encore un ensemble désordonné de prises de parole individuelles sur les réseaux sociaux en réaction à l'actualité internationale.

Le rapport au monde, au-delà des sentiments et des perceptions, au-delà d'une culture politique faite de dimensions cognitives (ce que nous savons de l'international), affectives (la façon dont nous l'apprécions) et évaluatives (la façon dont nous le jugeons⁵), se mesure aussi à des éléments concrets et chiffrables : les investissements directs à l'étranger (entrants et sortants), la présence militaire dans le monde, la présence politique dans les organisations internationales, linguistique, scientifique et culturelle dans les communautés épistémiques ou le débat public... Cette présence, pour la superpuissance américaine dotée d'un arsenal militaire et d'industries de premier plan, qui s'exprime dans la langue qui est celle de la quasi-totalité de la littérature scientifique ou de la grande majorité des traductions littéraires, produit nécessairement un rapport au monde dont les paramètres ne peuvent être ceux de la Hongrie ni même du Japon.

4. Comme le fit George W. Bush dans son discours sur l'état de l'Union, en janvier 2002, à propos de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord.

5. ALMOND, G., VERBA, S. (1989), *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Londres, Sage (nouvelle édition).

Cette relation à la fois construite subjectivement et mesurable objectivement, peut-elle être orientée, modifiée, par les décideurs au pouvoir ? Oui, si l'on considère que l'ouverture d'une société sur l'extérieur dépend en grande partie de son régime politique : la tradition démocratique libérale des États-Unis contribue au constat que « l'Amérique est au centre du monde parce que le monde entier est en Amérique⁶ ». Ce n'était pas le cas de l'URSS. Le lien entre régime et ouverture au monde n'est d'ailleurs pas invariable : nul ne contestera que l'Amérique s'est fermée plusieurs fois, par isolationnisme, maccarthysme ou autres crispations, ni que l'actuelle Chine communiste est bel et bien pleinement dans le monde.

Dans le cadre d'un régime donné, les décideurs en place ont une marge de manœuvre pour modifier la relation extérieure, à la fois en intensité, en adoptant un discours de repli ou au contraire de main tendue, et en orientation, en donnant leur propre interprétation du rapport ami/ennemi. De George W. Bush qui dans les années 2000 dressait des listes d'« États voyous », aux dirigeants français qui estimaient dans les années 1980 que la France n'avait « pas d'ennemi⁷ », le spectre peut être large.

Mais la volonté seule des décideurs dans la formulation d'un rapport au monde ne fait pas tout. Ils sont soumis comme on le sait à la contrainte des moyens. Ces moyens peuvent être matériels et provenir des ressources naturelles que la géographie a données ou pas à un territoire, de la démographie qui permet de les exploiter ou qui impose de les consommer, de la situation financière du pays, certes aidée par la présence éventuelle de ressources, mais dépendante du marché international et d'une bonne gestion interne. Ils peuvent être également immatériels, et résider dans la compétence d'une diplomatie, dans l'existence de ressources symboliques (un lieu religieux, comme

6. VALLADAO, A. (1993), *Le xx^e siècle sera américain*, Paris, La Découverte.

7. Phrase qui fit polémique, prononcée par le ministre de la Défense Charles Hernu au lendemain de la mort de 58 militaires français tués dans un attentat à Beyrouth le 23 octobre 1983.

pour l'Arabie Saoudite ou Israël, un épisode historique, comme pour la Révolution française...), dans la réputation d'un pays à l'international, qui contribue à son attractivité ou au contraire à sa stigmatisation. Cette dernière ressource réputationnelle est rarement univoque : la France est à la fois le pays des droits de l'homme, et une ancienne puissance coloniale critiquée comme telle en Afrique ou en Algérie ; les États-Unis représentent le rêve américain ou les universités d'excellence, mais également l'intervention militaire extérieure brutale, le capitalisme débridé. Agir sur ces paramètres-là peut prendre du temps, quand bien même cela est possible.

La principale contrainte dans l'élaboration d'un rapport au monde vient surtout du fait qu'une relation se construit à plusieurs. De la même manière qu'il ne suffit pas à un ministre français de la Défense d'annoncer le retour de la France comme puissance asiatique pour que les puissances régionales concernées y consentent⁸, ni à un ministre des Affaires Étrangères de décréter une « politique d'influence » pour être influent, il ne suffit pas à un Président américain de tendre la main pour que celle-ci soit saisie.

Si une politique de défense bien pensée contribue grandement à la force, et si un *soft power* intelligent peut contribuer à rendre une politique séduisante, la réalisation des objectifs poursuivis ne saurait être garantie. Les États-Unis l'ont appris à leurs dépens, qui ont engagé à partir de 2001 deux guerres simultanées en Afghanistan et en Irak, au coût exorbitant, mobilisant l'essentiel de la rhétorique diplomatique, mais dont les trois résultats les plus notables furent la déstabilisation profonde et durable du Moyen-Orient, un antiaméricanisme record dans la zone, et la consécration de l'Iran comme puissance la plus influente de la région.

8. Au Shangri-La Dialogue de Singapour en 2012, le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian avait annoncé un nouvel engagement de la France dans la zone Asie-Pacifique, et promis que Paris s'y affirmerait « concrètement comme un partenaire à part entière ».

Les trois volets de l'interaction

L'option a été retenue, dans ce travail collectif, de prendre acte de cette complexité qui fait le rapport au monde, et de l'explorer successivement dans ses trois volets principaux : la situation domestique, le contexte extérieur, et la réponse nationale apportée à ce dernier, compte tenu du premier paramètre.

En premier lieu, il faut revenir sur les déterminants internes en mesure d'orienter le rapport d'un pays au reste du monde. L'état d'une société, de ses clivages, constitue un premier paramètre. Comme le savent les gouvernements qui ont pris le risque d'une consultation référendaire sur un enjeu extérieur, la question posée importe parfois moins que la santé du tissu social. Si la jeune V^e République française a massivement approuvé la voie vers l'indépendance algérienne en 1961 et 1962, le corps électoral français de 2005, dérouté par l'euro et l'élargissement de l'Union, par ailleurs à l'aube d'émeutes dans les banlieues et de manifestations contre des mesures pour l'emploi, rejeta en mai 2005 la constitution européenne. Le Royaume-Uni de 2016, en proie à des doutes identitaires et troublé par un enjeu migratoire accentué par les crises proche-orientales, a choisi de sortir de l'Union Européenne.

Les référendums nationaux n'existent pas aux États-Unis (ils existent à l'échelle locale et à celle d'un État), mais le rapport au monde n'est pas pour autant imperméable au contexte social. Ni au débat politique et à sa configuration partisane, qui reflètent en partie les demandes sociales mais conditionnent également leur traitement et la capacité du système à y répondre. De la même manière qu'une progression de l'extrême droite en Europe, d'un parti populiste ou religieux ailleurs, réduit la capacité d'un système politique à s'ouvrir à l'extérieur en relayant une triple demande de fermeture culturelle, de protectionnisme économique et d'autoritarisme politique, un succès de ces tendances ou de leurs équivalents aux États-Unis va alimenter une autre idée de « l'Amérique dans le monde ». Un système partisan essoufflé qui n'arrive plus à produire d'autre décision que celle de bloquer l'adversaire politique interne, prendra les politiques

en otage jusqu'aux Affaires Étrangères et la Défense, autrefois considérées comme protégées des bassesses politiciennes par une obligation de consensus au nom de l'intérêt national. Un candidat à l'élection présidentielle promettant d'ériger un mur à la frontière mexicaine ou d'interdire l'accès au territoire américain aux personnes de confession musulmane, ne générera pas le même niveau de débat sur l'international qu'une ancienne Secrétaire d'État ou un ancien directeur de la CIA.

Enfin, et pour des raisons intimement liées à la situation sociale mentionnée plus haut, le volet économique interne est primordial. Une Amérique en crise économique, en proie à des inégalités fortes fustigées dans le débat public⁹, n'aura pas la même approche du monde qu'une Amérique triomphante et prospère. Les mêmes enjeux – signature d'un traité de libre-échange, relations avec la Chine, participation à une négociation environnementale... – seront vécus en conséquence comme une menace à l'identité ou à l'emploi, ou à l'inverse comme une opportunité. La structure internationale des échanges, la santé des marchés, les mutations du commerce et de l'économie mondiale productrices de transitions et de modernité, donc d'espairs et d'inquiétudes, de gagnants et de perdants, vont peser en interne.

Le contexte international est, par définition, l'autre grand paramètre, cette fois extérieur, de tout rapport au monde. Les leviers permettant d'agir sur lui sont encore plus incertains, puisqu'il s'agit de gérer des décisions prises par d'autres ou de réagir à des événements pour la plupart imprévus. La succession de chocs systémiques ou de ruptures stratégiques survenus depuis la fin de la guerre froide en 1989-1991, fut déstabilisante pour de nombreuses puissances. Amputée d'une partie de son ancien empire, la Fédération de Russie héritière de l'URSS a dû se consacrer à panser ses plaies avant d'espérer reprendre

9. Voir STIGLITZ, J. E. (2013), *The Price of Inequality – How Today's Divided Society Endangers Our Future*, New York, W. W. Norton & Company. EHRENREICH, B. (2011), *Nickel and Dimed: On (Not) Getting by in America*, New York, Picador USA. HUFFINGTON, A. (2010), *Third World America: How Our Politicians Are Abandoning the Middle Class and Betraying the American Dream*, New York, Crown.

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions
sur notre site www.cnrseditions.fr